



La friche urbaine de l'avenue des Sports 5 serait foncièrement modifiée par le projet. CHRISTIAN BRUN

Le pôle culturel et sportif Sports 5 n'est pas enterré

Friches urbaines
Le président d'Yverdon Sport avait annoncé il y a treize mois qu'il retirait sa participation financière au projet. Aujourd'hui, il affirme que «la porte est toujours ouverte».

Le projet Sports 5 est au point mort, oui. Mais il n'est pas mort. Clé de voute financière du pôle yverdonnois qui doit réunir sur un même site (à l'avenue des Sports 5) des activités culturelles et sportives, ainsi que de l'hébergement, Mario Di Pietrantonio affirme que «la porte est toujours ouverte». Fâché d'avoir été pris à partie par la gauche pendant la campagne politique des élections communales du printemps dernier, le président d'Yverdon Sport avait alors laissé entendre qu'il lâchait l'affaire dans laquelle il devait amener 26,2 millions de francs.

«Des conventions ont été signées entre la Ville et moi-même, on doit les respecter, rappelle Mario Di Pietrantonio. Maintenant que les scrutins sont passés, les gens sont peut-être plus calmes.» Et de reprendre, après un petit silence: «Mais j'ai toujours été ouvert à la discussion...» Plus d'un an après cette «affaire» qui avait fait grand bruit dans la cité thermale, une réunion informelle a du reste eu lieu entre lui, le syndic Pierre Dessemontet et plusieurs membres de la Municipalité.

Pas d'autre lieu

De quoi rassurer un tant soit peu le conseiller communal Juan Ramirez? Le Vert libéral avait interpellé la Municipalité d'Yverdon lors de la dernière séance de l'organe délibérant. Voyant la métamorphose de cette vaste friche en complexe totalement engluée, il avait rappelé les conséquences potentielles de cet immobilisme pour les sportifs du Centre national de performance «Ouest Suisse» de judo et ju-jitsu. «Ils ont

accepté de poser leurs tatamis à titre provisoire sur l'ancien site Leclanché en attendant que Sports 5 leur offre des infrastructures à la hauteur de leurs ambitions. La Ville compte-t-elle réagir avant qu'ils n'aillent voir ailleurs?»

Le municipal des Sports, Jean-Daniel Carrard, n'avait pu que partager ces craintes, faute d'avoir un autre endroit à leur proposer. «La Municipalité doit prendre prochainement un positionnement clair sur Sports 5. Je n'ai pas envie de perdre les judokas, mais pour cela, il faut que l'horizon s'éclaircisse.»

«On attend une prise de position des autorités. Si les choses peuvent se décanter dans un délai raisonnable, disons deux à trois ans, peut-être un peu plus, on fera avec.»

Jean-Charles Gander, président de l'Association du centre national de performance «Ouest Suisse» de judo et ju-jitsu

Pour le moment, les responsables du Centre national patientent encore. «On ne s'est pas reposé la question ces derniers mois. On attend une prise de position des autorités. Si les choses peuvent se décanter dans un délai raisonnable, disons deux à trois ans, peut-être un peu plus, on fera avec. Mais il faut qu'elles montrent de l'intérêt», conclut Jean-Charles Gander, président de l'association du centre national.

Frédéric Ravussin

Grand Conseil

Les candidats députés sont choisis parmi l'élite



Une étude des profils de 962 challengers montre une sélection sociale importante, d'où une faible représentativité de la population.

Lise Bourgeois

Qui sont les 962 challengers de la course aux 150 sièges du Grand Conseil? Politologue à l'Université de Lausanne, Roberto Di Capua donne une esquisse de réponse après avoir analysé leurs professions et statuts sociaux. Le résultat est assez parlant: une majorité de prétendants ont un profil social «supérieur à la moyenne».

L'universitaire avait déjà fait le même constat pour les élections communales à Lausanne. Les partis choisissent leurs candidats dans le haut du panier: «On a tendance à observer cette sélectivité

sociale dans les régions urbaines. Mais lors des cantonales, le processus s'étend aussi aux régions rurales, car les candidates et candidats sont recrutés en grande partie à travers les sections locales qui ont déjà des élus communaux. On sélectionne donc dans un bassin où les personnes ont déjà été triées», pointe le politologue.

En chiffres, l'étude montre que 49% des candidats siègent aujourd'hui dans un organe politique communal, parmi lesquels 39% au Conseil et 10% à la Municipalité. En outre, 8% des 962 prétendants sont des sortants. Les non-politiques sont donc peu présents.

Décalage flagrant

Sur l'ensemble, le niveau de formation des challengers est plutôt universitaire, à 52%. Or, dans la population vaudoise, les chiffres de Statistique Vaud n'affichent qu'un taux de 26% de formation supérieure. Le décalage est flagrant.

Le scannage des professions fait émerger un constat similaire. Alors que la population active compte 77% de salariés (cadres et subalternes) en 2020, toujours selon Statistique Vaud, les candidats employés ne sont que 43%, au profit des professions libérales, des entrepreneurs et des indépendants. À noter que les agriculteurs

«Les employés ont tendance à se retrouver dans la deuxième moitié de la liste.»



Roberto Di Capua, politologue, Université de Lausanne

sont également surreprésentés puisqu'ils sont 5%, contre 2% dans la population.

Cette sélectivité a pour corollaire l'exclusion de toute une partie de la population: «Soit elle ne peut pas être suffisamment active au sein des partis pour réussir à s'imposer, soit elle s'auto-exclut du monde politique simplement en ne s'intéressant pas à ces questions», avance Roberto Di Capua. Le taux d'abstention élevé vient en miroir de ce phénomène, sans que l'on sache s'il en est la cause ou la conséquence.

Reste que, comme l'écrit le politologue, «ces candidatures favorisent un faible renouvellement de la classe politique cantonale et réduisent les chances de voir des citoyennes et citoyens sans expé-

rience politique électorale accéder au parlement cantonal».

La sélection se reflète en outre au sein des listes: «Même s'il y a une certaine proportion de candidates et candidats appartenant à des catégories socio-professionnelles relativement communes, je pense aux employés qui occupent une position subalterne dans l'économie, on voit qu'ils ont tendance à se retrouver plutôt dans la deuxième moitié de la liste.»

L'UDC la plus populaire

Les Verts libéraux sont ceux qui présentent le plus d'universitaires, avec 77% de candidats en possession d'une formation académique. Ils sont suivis par les Verts (64%), puis le Parti socialiste et Le Centre (59% et 56%). Le PLR est moins élitaire avec une proportion de 49%.

Au sein de la gauche radicale, deux tendances se dégagent avec un POP ouvert aux non-universitaires contre SolidaritéS qui comprend 75% de candidats ayant fait des études. Enfin, le parti le moins académisé est l'UDC avec un petit taux de 24% pour cette élection.

Interrogés l'an dernier sur ce même phénomène élitaire à Lausanne, les partis avaient reconnu le problème tout en faisant valoir que l'important était de garder, autant que possible, une «diversité» des profils.

Plus de 165 millions pour le Campus Santé



Le bâtiment C4, pour Centre coordonné de compétences cliniques, est l'un des deux bâtiments concernés par ce crédit de construction de l'État. DR

Formation
Le Conseil d'État sollicite le Grand Conseil pour la construction d'un site de formation unique en son genre dans le domaine des soins.

«Un investissement vital» et une «petite révolution dans la politique de formation cantonale». Ces deux expressions de Cesla Amarelle, conseillère d'Etat vaudoise en charge de la Formation, pourraient résumer le projet de Campus Santé qui doit accueillir sa première volée à Chavannes-près-Renens dès 2026. Elle présentait à la presse lundi une demande de crédit de 165,6 millions de francs pour la construction de cette infrastruc-

ture unique en son genre dans le domaine de la santé.

Conçu pour accueillir plus de 4000 étudiants et 1000 professionnels en formation continue, le Campus Santé émergera dans un contexte de pénurie de personnel de soin. D'ici à 2030, il devrait manquer 2000 à 2500 infirmières et infirmiers dans le canton, et il faudra en former 285 à 357 de plus chaque année.

Un centre innovant

Actuellement répartie sur cinq sites en ville de Lausanne, la Haute École de santé Vaud (HESAV), entre autres, bénéficiera de ce nouveau lieu de formation pour se sentir moins à l'étroit: ces dix dernières années, sa population estudiantine a crû de 44%. Sur la même période, l'Institut et Haute

École de la santé La Source, également impliqué dans le projet, est passé de 300 à 1000 étudiants. «Pour répondre aux besoins de formation, nous n'aurons pas d'autre solution que d'investir des surfaces supplémentaires», a déclaré Blaise Guinchard, doyen de l'institution.

Si le projet est essentiel, voire vital selon le Conseil d'Etat, Campus Santé fait aussi le pari d'innover en matière de formation dans le domaine des soins. Sa pièce maîtresse sera en effet un Centre coordonné de compétences cliniques (C4) où les étudiants pourront notamment se former avec des outils de simulation high-tech, une manière de répondre au manque de stages qui ralentit la formation des professionnels dont le canton a besoin. En outre, le C4 impliquera

aussi bien les hautes écoles (HES) que l'Université de Lausanne et le CHUV, ouvrant sur des collaborations inédites. Un deuxième bâtiment accueillera toutes les activités de la HESAV.

Ce sont ces deux premières constructions qui sont en particulier concernées par la demande de crédit du Conseil d'Etat, avec également la conception d'un parc public. Une mise à l'enquête doit débiter prochainement, puis le chantier dès avril 2023. Le Campus Santé comportera toutefois d'autres éléments majeurs, notamment un immeuble de logements pour étudiants, un bâtiment à l'usage de la Haute École pédagogique (HEP), ainsi que, à terme, un quartier d'habitation comprenant 600 logements.

Chloé Din

PUBLICITÉ

24heures | Partenaire média

BOULIMIE
DEPUIS 1970

Première vaudoise!

PEUTCH

23 AU 25 MARS 2022

Vivants!

LES MERCREDIS & JEUDIS À 19H - LES VENDREDIS À 20H

réservations : 021 312 97 00 & theatreboulimie.ch